



UNOCA

Revue annuelle du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale

Magazine
5^{ème} édition mai 2016



La Paix et la sécurité au service de
l'intégration régionale et du Développement
Durable de l'Afrique centrale

RETRO 2015



UNOCA

BUREAU RÉGIONAL DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE CENTRALE

- **PREVENIR LES CONFLITS**
- **CONTRIBUER A LA RESOLUTION PACIFIQUE DES CRISES**
- **CONSOLIDER LA PAIX**



SECRETARIAT DU COMITE CONSULTATIF PERMANENT
DES NATIONS UNIES CHARGE DES QUESTIONS DE
SECURITE EN AFRIQUE CENTRALE (UNSCAC)



UNOCA

Revue annuelle du Bureau régional des
Nations Unies pour l'Afrique centrale
Magazine

Une publication de l'Unité de l'Information publique

Conception - Rédaction - Coordination éditoriale :

Norbert N. Ouendji, Responsable de l'Information publique

Administration - Suivi de la production :

Axelle Dzikongo - Jerry Bibang . Assistants

Mise en page & Impression : SMARTGRAPHICS - 500 exemplaires

Contact éditorial

BP : 23773 Libreville, Gabon

Tél. +(241) 01 44 47 16 - Mob. +(241) 05 72 23 23

ouendji@un.org - piounoca@un.org

<http://unoca.unmissions.org>

twitter.com/UNOCA_NEWS

Les photos sans mention du copyright appartiennent à l'UNOCA

SOMMAIRE

Editorial

03

Janvier 2015 | **CRISE EN RCA**

Intenses consultations entre le Chef de l'UNOCA et les parties prenantes

04

Février 2015 | **BOKO HARAM**

L'ONU insiste sur la nécessité d'une action collective

05

Mars 2015 | **PAIX ET SECURITE**

M. Bathily avec les membres du Conseil de sécurité en RCA

06

Avril 2015 | **UNOCA - UNOWA**

Mission conjointe dans les pays affectés par Boko Haram

08

Mai 2015 | **FORUM DE BANGUI**

Un tournant décisif vers la paix et le développement durable

09

Juin 2015 | **MEDIATION - BURUNDI**

Mobilisation de M. Bathily en faveur du dialogue

11

Juillet 2015 | **LUTTE CONTRE BOKO HARAM**

Le Représentant spécial salue la visite du Président nigérian au Cameroun

13

Août 2015 | **RWANDA**

Le Chef de l'UNOCA reçu en audience par le Président Paul Kagamé

15

Septembre 2015 | **3^e EDITION DU TOURNOI DE LA PAIX**

La Police championne face aux Eléments français au Gabon

16

Octobre 2015 | **ONU-UA**

M. Bathily à la sixième retraite des Envoyés spéciaux

18

Novembre 2015 | **RCA-CEEAC**

Le Chef de l'UNOCA au Sommet extraordinaire de Libreville

19

Décembre 2015 | **BRIEFING**

Le Chef de l'UNOCA face aux membres du corps diplomatique

21



Faciliter des processus électoraux pacifiques

Le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) a été officiellement inauguré à Libreville (Gabon) le 2 mars 2011, deux mois après sa création le 1er janvier 2011. Sa mise en place traduit la volonté des Nations Unies et des organisations sous-régionales, en particulier la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), d'œuvrer de manière concertée pour créer les conditions d'un développement durable de l'Afrique centrale et favoriser l'intégration dans cet espace géographique où, en dehors des crises politiques dans certains pays, plusieurs défis transfrontaliers nous interpellent. Il en est ainsi de la prolifération incontrôlée des armes, de la piraterie maritime dans le golfe de Guinée, de la criminalité organisée, de la présence des groupes rebelles comme l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), de la recrudescence des actes terroristes de Boko Haram, etc. Le phénomène du braconnage des éléphants et du trafic illicite de l'ivoire, qui a pris une ampleur alarmante en Afrique centrale, figure parmi les nouvelles menaces à la paix et à la sécurité ainsi que le réchauffement climatique.

L'UNOCA collabore étroitement avec les entités ousiniennes sur le terrain et toutes les autres parties prenantes pour rechercher des solutions durables à ces questions, y compris à travers le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSC), dont il assure le Secrétariat. Dans le même esprit, l'une des priorités du Bureau a trait au renforcement des capacités des organisations régionales et sous-régionales en matière de prévention des conflits, de consolidation de la paix et de résolution pacifique des différends. Dans ce dernier cas, et suivant les dispositions du chapitre 6 de la Charte des Nations Unies, il s'agit d'encourager les parties concernées à privilégier les voies comme la négociation, l'enquête, la médiation, la conciliation, l'arbitrage, le règlement judiciaire, le recours aux organismes ou accords régionaux ou d'autres démarches pacifiques de leur choix.

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, l'autorité responsable de la gestion quotidienne de l'UNOCA, active généralement ces leviers dans ses interactions avec les acteurs de la vie socio-politique de la sous-région. L'une de ses missions consiste du reste à offrir,

Dans ses discours, le Représentant spécial, M. Abdoulaye Bathily, a toujours plaidé pour un accroissement des moyens dédiés à la prévention des conflits. Il explique que cela éviterait «d'attendre que le conflit éclate, qu'il y ait des centaines ou des milliers de morts, des destructions matérielles pour [...] venir avec les missions de maintien de la paix avec de gros moyens financiers [et] matériels».

au nom du Secrétaire général, ses bons offices dans des situations préoccupantes. De plus, il développe diverses formes d'assistance ou de mécanismes pour éviter l'apparition des conflits, limiter la portée de ceux qui ont déjà éclaté ou empêcher qu'un différend existant ne se transforme en conflit ouvert. L'attention a été et restera, pendant les deux prochaines années, particulièrement mobilisée sur les pays engagés dans les processus électoraux et ceux en proie à une crise institutionnelle. Pour tenir compte de cette réalité, le Conseil de sécurité a prolongé le mandat de l'UNOCA non pas de dix-huit mois comme par le passé, mais de trente-six mois (trois ans), c'est-à-dire du 31 août 2015 au 31 août 2018. Le Conseil de sécurité a ainsi accédé à la recommandation du Secrétaire général de l'ONU qui, dans sa lettre (datée du 16 juillet 2015) sollicitant le renouvellement dudit mandat, avait évoqué la nécessité de permettre à l'UNOCA de suivre le déroulement du cycle électoral qui s'est ouvert dans la sous-région et doit se conclure en 2018.

Le Représentant spécial, M. Abdoulaye Bathily, a entrepris plusieurs actions allant dans ce sens. Et dans ses discours, il a toujours plaidé pour un accroissement des moyens dédiés à la prévention des conflits. Il explique que cela éviterait «d'attendre que le conflit éclate, qu'il y ait des centaines ou des milliers de morts, des destructions matérielles pour [...] venir avec les missions de maintien de la paix avec de gros moyens financiers [et] matériels». M. Jan Eliasson, Vice-Secrétaire général des Nations Unies, résume assez bien ces enjeux : «la prévention des conflits est aujourd'hui une obligation morale. C'est un impératif humanitaire car elle sauve des vies innocentes. C'est aussi un impératif économique, tant pour les pays immédiatement impliqués que pour la communauté internationale, à cause du prix exorbitant de la guerre et de la reconstruction. C'est enfin un impératif politique

pour la crédibilité de la coopération internationale, notamment pour les Nations Unies»¹.

D'où le rôle crucial des représentations régionales comme l'UNOCA auquel le Conseil de sécurité a confié un mandat axé sur la promotion de la diplomatie préventive. Dans ce registre, les alertes précoces sont des outils précieux ainsi que des analyses prospectives pouvant favoriser des actions précoces face à des menaces potentielles. Une cellule sera spécialement chargée de ces questions. Des moyens supplémentaires ont en effet été mis à la disposition de l'UNOCA pour faciliter sa mission et l'aider à suivre rigoureusement les principales évolutions socio-politiques dans les pays d'Afrique centrale. Conformément à l'article 99 de la Charte des Nations Unies, le Secrétaire général de l'ONU attire régulièrement l'attention du Conseil de sécurité sur la situation dans cette sous-région, y compris sur les périls et sur tous les autres problèmes susceptibles d'entraver la paix et la sécurité internationales. Tous les six mois, son Représentant spécial pour l'Afrique centrale y présente un Rapport sur les activités de l'UNOCA. Le Rapport inclut les efforts entrepris pour faire face aux préoccupations identifiées et pour consolider la paix dans la sous-région.

Cette nouvelle édition d'**UNOCA MAGAZINE** donne l'essentiel des informations permettant de visualiser et d'apprécier le travail du Bureau dans ces différents chantiers en 2015.

Bonne lecture.

Par **Norbert N. Ouendji**
Responsable de l'Unité de l'Information publique

¹ Cf. «Etablir la confiance envers le soignant : la diplomatie préventive et l'avenir des Nations unies», In Kevin M. Chaill, *La diplomatie préventive*, Nil Editions, Paris, 2005, p. 277.



L'UNOCA couvre les pays de la CEEAC : Angola, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Congo, République démocratique du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Rwanda, Sao Tome & Principe et Tchad. Tous ces Etats sont également membres du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSC). Ils se réunissent au niveau ministériel deux fois par an pour dresser un état de la situation géopolitique en Afrique centrale et faire un rapport sur les programmes de désarmement et de limitation des armes dans la sous-région.

CRISE EN RCA : intenses consultations entre le Chef de l'UNOCA et les parties prenantes



© Photo Présidence de la République du Congo

En janvier 2015, la recherche des voies et moyens pour un retour à la paix en République centrafricaine (RCA) a occupé une place importante dans l'agenda de M. Abdoulaye Bathily, Représentant spécial du SG/ONU pour l'Afrique centrale, par ailleurs Représentant des Nations Unies au sein de la Médiation internationale sur la crise centrafricaine. Il a ainsi séjourné à Brazzaville (Congo) du **7 au 12 janvier 2015** puis du **15 au 17 janvier 2015** pour consulter le Président Denis Sassou Nguesso, Médiateur de la CEEAC dans cette crise (photo). Ils ont notamment fait le point des activités entreprises dans ce cadre et discuté des avancées du processus politique en RCA. En marge de cette visite, le Chef de l'UNOCA s'est également entretenu avec divers acteurs de la vie socio-politique congolaise.

Dans le même contexte, M. Bathily s'était rendu à Bangui du **13 au 14 janvier 2015**, puis du **19 au 21 janvier 2015**. Ces séjours lui ont permis d'échanger avec toutes les parties centrafricaines, y compris la Cheffe d'Etat de Transition, Mme Catherine Samba-Panza. Il a appelé les différents acteurs à demeurer concentrés sur la mise en œuvre des décisions du Forum de Brazzaville, afin de donner le plus de chance possible à la paix en RCA. Durant cette période, l'attention des politiques et des groupes armés était en effet focalisée sur des discussions informelles dans le cadre d'un processus parallèle engagé à Nairobi (Kenya). Cette démarche a été logiquement remise en cause par le Représentant des Nations Unies au sein de la Médiation internationale sur la crise centrafricaine.

EN BREF

■ Dans un communiqué de presse daté du **15 janvier 2015**, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef de l'UNOCA, M. Abdoulaye Bathily, a encouragé les équipes ainsi que les supporters et les spectateurs à observer le fair-play et à renforcer l'esprit de fraternité lors de la 30e Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football, qui a eu lieu du 17 janvier au 8 février 2015 en Guinée équatoriale. «Le football n'est pas seulement un jeu ou un divertissement, mais aussi un moyen de promouvoir et de diffuser les valeurs telles que l'endurance, la diversité, la solidarité et l'esprit d'équipe ainsi que l'acceptation des règles établies», a expliqué M. Bathily. «Ce sport populaire permet de bâtir une culture de la tolérance en favorisant la compréhension et le respect mutuel entre des acteurs d'horizons divers», a-t-il ajouté, saluant la contribution des fédérations sportives nationales et de la Confédération africaine de football (CAF) dans la lutte contre les fractures sociales et la promotion d'une Afrique positive et dynamique. Parmi les seize équipes qui ont participé à la CAN 2015 (remportée par la Côte d'Ivoire), cinq appartenaient à la sous-ré-

gion Afrique centrale couverte par l'UNOCA : le Cameroun, le Congo, la République démocratique du Congo, le Gabon et la Guinée équatoriale.

■ M. Abdoulaye Bathily et des collègues de la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations Unies en RCA (MINUSCA) ont assisté, le **20 janvier 2015** à l'aéroport international de Mpoko à Bangui (photo), au transfert à la Cour pénale internationale (CPI), de Dominic Ongwen, l'un des ex-commandants de la LRA accusé de crimes de guerre et crimes contre l'humanité.



© Photo MINUSCA

■ Lors de son séjour à Addis-Abeba (24^e Sommet de l'UA), le chef de l'UNOCA (qui faisait partie de la délégation de

l'ONU conduite par le Secrétaire général) a eu une séance de travail le **29 janvier 2015** avec l'Envoyé spécial de l'UA pour l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), le Général à la retraite Jackson Tuwei. Ils ont essentiellement discuté des actions prioritaires à mener dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie régionale de lutte contre ce groupe armé (LRA) qui opère toujours en RCA, en RDC et au Soudan du Sud.

■ En marge du 24^{ème} Sommet de l'Union africaine (UA), une rencontre des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC s'est tenue le **31 janvier 2015** à Addis-Abeba (Ethiopie). Cette réunion, à laquelle a pris part le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, M. Abdoulaye Bathily, a permis d'évaluer les conséquences des actes terroristes de Boko Haram dans certains pays membres, notamment le Cameroun et le Tchad. Dans ce contexte, les participants ont salué la décision de l'UA autorisant l'envoi de la Force multinationale mixte afin de lutter contre le groupe Boko Haram.

LUTTE CONTRE BOKO HARAM : l'ONU insiste sur la nécessité d'une action collective

Le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, a réitéré sa très vive préoccupation par rapport à la montée des agressions perpétrées par Boko Haram qui, début février 2015, avait lancé des attaques dans quatre pays, notamment le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria. «Nous avons une responsabilité collective envers les populations des zones touchées par Boko Haram. Nous devons travailler ensemble pour répondre à ce défi urgent», a déclaré M. Ban Ki-moon dans un message lu le **16 février 2015** à Yaoundé (Cameroun) par son Représentant spécial pour l'Afrique centrale, M. Abdoulaye Bathily, lors de la session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat du Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale (COPAX) consacrée à la lutte contre Boko Haram.

«Les Nations Unies se réjouissent des mesures positives prises par les pays de la Commission du bassin du lac Tchad et le Bénin pour mettre en œuvre la Force multinationale mixte (FMM) pour lutter contre Boko Haram», a souligné M. Ban Ki-moon, réaffirmant la disponibilité de l'ONU à continuer à fournir une assistance

technique à l'Union africaine et à la Commission du bassin du lac Tchad. Il a attiré l'attention sur le fait qu'un «appui direct des Nations Unies à la Force multinationale mixte dépendra d'une autorisation du Conseil de sécurité».

Au-delà d'une solution purement militaire

Le Secrétaire général des Nations Unies a également fait observer qu'une «solution purement militaire ne sera pas suffisante». Il a prôné une «approche multidimensionnelle» prenant en compte «les causes profondes de la menace» et le «défi de la stabilisation à long terme».

A cet égard, M. Ban Ki-moon a rappelé qu'en octobre et en novembre 2014, le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) a mené deux missions au Cameroun et au Tchad pour évaluer l'impact des activités de Boko Haram dans ces différents domaines ainsi que sur le plan socio-économique. Ces missions ont permis d'entamer la réflexion et les actions sur la façon dont l'ONU pourrait appuyer davantage les efforts nationaux visant à y faire face durablement.

■ Le Conseiller militaire de l'UNOCA (Colonel François Ndiaye) et son collègue en charge de la sécurité (Ludovico Capito) ont contribué au succès de la première réunion de mise en place des mécanismes de coordination de la prévention et de lutte contre Ebola en Afrique centrale, du **3 au 5 février 2015** à Yaoundé (Cameroun). Initiés par la CEEAC, les travaux ont favorisé l'harmonisation des plans nationaux ainsi que l'établissement de la stratégie de renforcement de la préparation et de la riposte à l'épidémie de la maladie à virus Ebola.

■ Une délégation de l'UNOCA conduite par John Godonou Dossou, Point focal/UNOCA pour les questions relatives au terrorisme, a séjourné à Luanda (Angola) dans le cadre d'un atelier sur les «Droits de l'homme et l'extrémisme violent» (**24-26 février 2015**). Ablavi Ayeh (Assistante administrative de la Section politique) et Ginette Akueson (Conseillère politique) ont également pris part à cette activité, qui a permis de poursuivre la réflexion sur le développement d'une stratégie intégrée de lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes en Afrique centrale. L'atelier a été organisé par la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (CTED), le Centre des

Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (UNCCT/CTITF), le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) avec le soutien du Gouvernement angolais.

■ En tant que représentant de l'ONU au sein de la médiation internationale sur la RCA, M. Abdoulaye Bathily a eu un entretien le **25 février 2015** à Bangui avec la Présidente de la transition, Mme Catherine Samba-Panza (photo). Ils ont abordé les questions relatives au chronogramme de la transition. M. Bathily a estimé que le processus était sur la bonne voie, malgré quelques difficultés.



PAIX ET SECURITE : M. Bathily avec les membres du Conseil de sécurité en RCA

Du **10 au 12 mars 2015**, le Chef de l'UNOCA a participé à la mission effectuée en République centrafricaine (RCA) par les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies. A Bangui tout comme à Bria (600 km au Nord-Est de la capitale), la délégation a touché du doigt les réalités locales et pris connaissance des préoccupations des populations, y compris des personnes déplacées du fait de la crise. Elle a également échangé avec les autorités de la transition et toutes les autres parties prenantes sur les questions relatives à l'avenir du pays. Les enjeux liés au développement, à la restauration de l'autorité de l'Etat, à la protection des citoyens et à la réconciliation nationale étaient notamment au cœur des discussions. Dans ce contexte, M. Abdoulaye Bathily, par ailleurs représentant des Nations Unies au sein de la médiation internationale, a partagé avec les uns et les autres ses réflexions sur la mise en œuvre des Accords issus du Forum de Brazzaville relatifs à la cessation des hostilités.

Après la RCA, la délégation du Conseil de sécurité de l'ONU s'était rendue en Ethiopie et au Burundi. L'objectif de cette tournée était de «réaffirmer l'attention soutenue et l'attachement [que le Conseil de sécurité porte] aux transitions politiques et au maintien de la paix en Afrique», avait déclaré l'Ambassadeur François Delattre, Représentant permanent de la France auprès de l'ONU et Président du Conseil de sécurité pour le mois de mars 2015 (sur la photo, saluant le Chef de l'UNOCA). Il avait co-dirigé la mission avec son collègue Ismaël Abraan Martins, Représentant permanent de l'Angola auprès des Nations Unies.



© Photo MINUSCA

ENJEUX REGIONAUX : échanges de vues entre le Représentant spécial et le Président gabonais

M. Abdoulaye Bathily, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale et Chef de l'UNOCA, a été reçu le **3 mars 2015** par le Président gabonais, M. Ali Bongo Ondimba. L'entretien entre les deux personnalités a essentiellement porté sur les questions liées à la paix et à la sécurité dans la sous-région. Elles ont notamment échangé des points de vue sur la situation en République centrafricaine où M. Bathily se rend régulièrement en tant que représentant de l'ONU au sein de la médiation internationale présidée par le Chef de l'Etat congolais, M. Denis Sassou Nguesso.

Climat politique apaisé

L'actualité politique nationale a également meublé les échanges. Dans un entretien avec la presse à l'issue de l'audience, M. Bathily a indiqué que cette rencontre lui a permis de saluer les efforts déployés par le Président gabonais pour détendre le climat politique dans le pays.

Le Représentant spécial a particulièrement évoqué, entre autres, la réhabilitation de l'Union nationale (opposition) après plus de quatre ans de dissolution. Cette mesure va dans le sens de l'apaisement souhaité par l'ONU et encouragé par M. Bathily qui, dans plusieurs communiqués de presse entre novembre et décembre 2014, avait appelé à plus d'ouverture politique afin de favoriser l'expression concrète du pluralisme instauré par la Conférence nationale de 1990.



©Présidence de la République du Gabon

La rencontre du 3 mars 2015 au Palais du bord de mer était la deuxième entre MM. Bathily et Ali Bongo Ondimba depuis l'arrivée du Chef de l'UNOCA à Libreville en juin 2014. Il avait déjà rendu une visite de courtoisie au Chef de l'Etat gabonais le 19 septembre 2014. Le Gabon avait alors réaffirmé sa détermination à continuer à soutenir les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) dont il abrite le siège.

■ L'UNOCA a organisé la réunion bi-annuelle des Points focaux en charge de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), du **2 au 3 mars 2015**, à Entebbe (Ouganda). Les experts ont fait le point des efforts déployés pour mettre en œuvre la stratégie régionale de lutte contre la LRA et l'Initiative de coopération régionale de l'Union africaine (UA) pour l'élimination de la LRA. Outre les représentants des Nations Unies et de l'UA, des partenaires au développement, des membres des ONG ainsi que la CEEAC ont pris part aux travaux. La CEEAC y participait pour la première fois.

■ Du **14 au 17 mars 2015**, le Chef de l'UNOCA, Représentant des Nations Unies au sein de la médiation internationale sur la RCA, a pris part à la 7^e réunion du Groupe International de Contact (GIC) sur la République centrafricaine (RCA) qui a eu lieu à Brazzaville. En marge de cette rencontre, il a eu des entretiens avec MM. Basile Ikouebe, Ministre congolais des Affaires étrangères et Jean-Pierre Vidon, Ambassadeur de France au Congo.

■ Suite à une invitation de la Direction exécutive du Comité contre le Terrorisme (CTED) des Nations Unies, le Colonel Francois Ndiaye, Conseiller militaire/UNOCA (photo), a pris part, du **15 au 18 mars 2015**, à une mission d'évaluation de la mise en œuvre, par le Cameroun, de la Résolution 1373 (2001) demandant aux États membres de l'ONU de prendre des mesures visant à lutter contre le terrorisme et

à contrôler les frontières. La mission, qui était conduite par M. Jean-Paul Laborde, Directeur exécutif du CTED, a ainsi visité les principales structures en charge de la lutte contre le terrorisme, y compris le Ministère de la Défense, la Délégation générale à la Sûreté nationale et la Direction générale des Douanes. Elle s'est également rendue au port et à l'aéroport de Douala ainsi qu'à Kye-Ossi, ville située dans le Sud Cameroun, à la frontière avec le Gabon et la Guinée équatoriale.

■ Du **22 au 24 mars 2015**, M. Abdoulaye Bathily était à Mont Pélerin (Suisse) où il a pris part à la 11^e retraite des Représentants spéciaux, des Envoyés spéciaux et des Représentants personnels du Secrétaire général des Nations Unies. Une session riche en terme de partage d'information et d'expériences, qui a aussi permis aux participants d'échanger sur les questions relatives à leur mandat respectif ainsi que sur leurs défis. Les questions liées à la protection des civils et les enjeux des droits de l'homme dans les opérations de maintien de la paix, l'importance de la diplomatie préventive et des missions politiques dans la consolidation de la paix, etc. font partie des sujets qui ont alimenté les discussions.

■ Du **26 au 28 mars 2015**, des collègues venus de différents départements des Nations Unies (New-York, USA) et du Centre des Nations Unies pour les droits de l'Homme et la démocratie en Afrique centrale (Yaoundé, Cameroun) ont séjourné à Libreville dans le cadre

d'une mission d'évaluation du mandat et des besoins de l'UNOCA, quatre ans après son inauguration officielle le 2 mars 2011. Des partenaires régionaux y ont également pris part, notamment la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) et le Centre interrégional de coordination des activités de sûreté et de sécurité maritimes dans le golfe de Guinée (CIC). Ils ont apprécié le rôle positif que joue l'UNOCA dans le domaine de la diplomatie préventive et la gestion pacifique des différends. Leurs représentants ont aussi souhaité que plus de moyens soient alloués à cette institution pour lui permettre de faire face de manière efficace aux multiples défis qui l'interpellent.

■ Le **30 mars 2015**, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, M. Abdoulaye Bathily, a rendu une visite de courtoisie et de travail à M. Paul Biyoghe Mba, Président du Conseil économique et social (CES) du Gabon. Les deux personnalités ont discuté des sujets d'intérêt commun, et en particulier de l'impact socio-économique de la chute du baril de pétrole. Elles ont également évoqué le malaise ambiant dans la fonction publique, notamment les grèves qui rythmaient le quotidien au Gabon. MM. Abdoulaye Bathily et Paul Biyoghe Mba ont partagé les points de vue sur cette question cruciale. Ils ont reconnu la nécessité de poursuivre le dialogue avec les différents syndicats concernés afin de parvenir à un compromis et prévenir les éventuels débordements.



UNOCA - UNOWA : mission conjointe dans les pays affectés par Boko Haram



Du **13 au 16 avril 2015**, MM. Abdoulaye Bathily et Mohamed Ibn Chambas, Représentants spéciaux du SG/ONU pour l'Afrique centrale et pour l'Afrique de l'Ouest, par ailleurs Chef de l'UNOCA et de l'UNOWA (Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest), ont effectué une mission conjointe dans les pays membres de la Commission du bassin du Lac Tchad, y compris ceux affectés par les activités du groupe terroriste Boko Haram. Ils ont notamment eu des entretiens avec les Présidents du Tchad, du Niger et du Bénin ainsi qu'avec le Premier Ministre du Cameroun et le Chef de l'Etat sortant puis le

Président nouvellement élu du Nigéria, M. Muhammadu Buhari (photos). Ce déploiement politico-diplomatique leur a permis de mesurer l'ampleur de la situation et les attentes des gouvernements concernés.

Démarche globale

MM. Abdoulaye Bathily et Mohamed Ibn Chambas ont saisi cette opportunité pour renouveler la détermination des Nations Unies à continuer à accompagner les efforts nationaux et régionaux dans la lutte contre Boko Haram. Dans cette perspective, ils ont également participé, le **19 avril 2015** à Yaoundé (Cameroun), à une réunion des Coordonnateurs résidents du Système des Nations Unies des pays où sévit Boko Haram. La nécessité d'adopter une démarche globale a été rappelée comme une des voies pour mettre fin aux menaces que fait peser Boko Haram sur la région.

La mobilisation de MM. Abdoulaye Bathily et Mohamed Ibn Chambas dans le cadre de la lutte contre Boko Haram est conforme aux recommandations du Conseil de sécurité. Dans plusieurs Déclarations, le Conseil a en effet demandé à l'UNOCA et à l'UNOWA de travailler ensemble « afin d'aider, selon qu'il conviendra, les États de la région du bassin du lac Tchad à remédier aux effets de cette menace sur la paix et la sécurité, notamment la situation politique, socioéconomique et humanitaire de la sous-région ».



■ Le Représentant spécial, Chef de l'UNOCA, a participé, le **10 avril 2015** à Dakar (Sénégal), à un séminaire de réflexion avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Sahel. Cette rencontre a favorisé la densification de la coopération et des synergies entre les trois bureaux, en particulier sur les dossiers d'intérêt commun.

■ M. Abdoulaye Bathily et le Général (à la retraite) Jackson Tuwei, respectivement Représentant spécial du SG/ONU pour l'Afrique centrale et Envoyé spécial de l'Union africaine (UA) pour l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), ont séjourné à Kampala (Ouganda) du **20 au 24 avril 2015** dans le cadre d'une visite conjointe. Ils ont eu des échanges avec plusieurs partenaires et personnalités, dont le Ministre ougandais de la Défense (M. Crispus Kiyonga) et l'Ambassadeur

des USA (M. Scott DeLisi). L'occasion, entre autres, de faire le point de la mise en oeuvre de la stratégie régionale de lutte contre la LRA, groupe armé dirigé par Joseph Kony, sous le coup d'un mandat d'arrêt international pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Ils ont également souligné la nécessité de soutenir davantage la Force régionale d'intervention déployée par l'UA pour mettre fin aux activités de ce mouvement.

FORUM DE BANGUI : un tournant décisif vers la paix et le développement durable



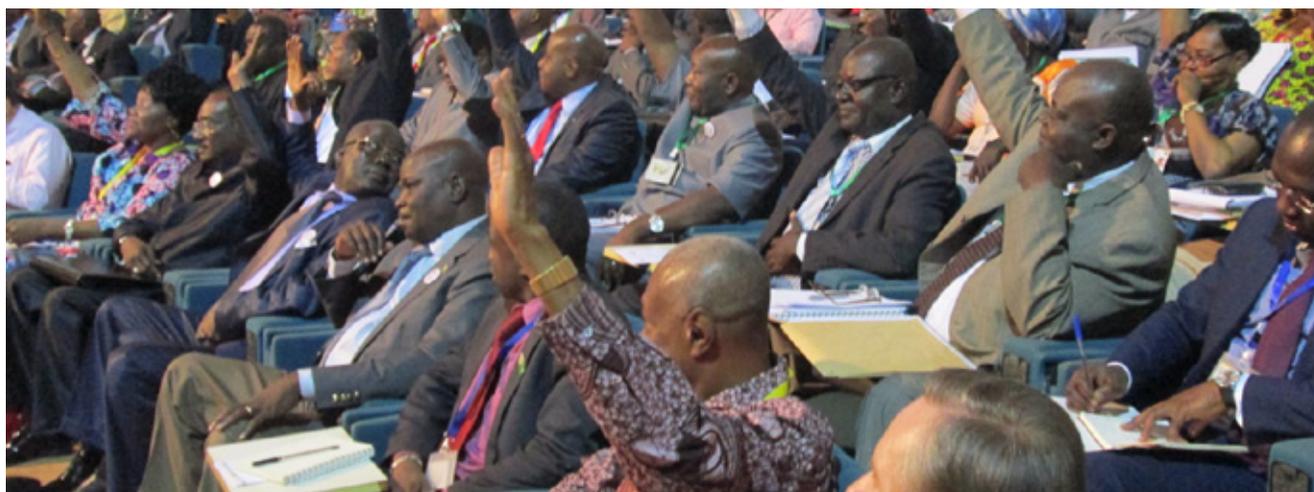
Le Forum de réconciliation nationale a eu lieu du **4 au 11 mai 2015** à Bangui, la capitale de la République centrafricaine (RCA). M. Abdoulaye Bathily, Représentant spécial du SG/ONU pour l'Afrique centrale, en a assuré la Présidence du Présidium (photo ci-dessus). Plus de 700 délégués issus de toutes les forces vives de la nation (photo ci-dessous) ont participé à cet événement dont la cérémonie officielle d'ouverture a été présidée par le Médiateur de la CEEAC, le Président Sassou Nguesso du Congo.

Pacte républicain pour la paix

En tant que Président du Présidium du Forum, M. Bathily, membre de la Médiation internationale sur la RCA, avait un défi majeur : prendre des dispositions idoines pour garantir le bon déroulement des travaux et l'acceptation, par tous, des recommandations adoptées lors du Forum. Ces recommandations portent, entre autres, sur le Pacte républicain pour la paix, la réconciliation nationale et la reconstruction en République centrafricaine ; l'Accord sur les principes du DDRR (Désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement) ainsi que l'Ac-

cord, facilité par l'UNICEF, pour la démobilisation des enfants associés aux groupes armés. Les participants ont également décidé de la mise en place d'une Commission d'enquête pour examiner les violations graves des droits de l'homme, y compris ceux commis par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA). Un accent est aussi mis sur la lutte contre l'impunité pour les crimes ainsi que sur l'amélioration de la gouvernance politique et économique.

D'après plusieurs observateurs, ce Forum était un tournant décisif sur le chemin de la paix et du développement durable. « Les Centrafricains dans leur grande majorité ont trop souffert d'une crise très profonde. Sous l'égide du Professeur Abdoulaye Bathily, le Forum de Bangui a débouché sur de bonnes conclusions, qui doivent être mises en œuvre. Et le premier garant de cette mise en œuvre est, une fois de plus, la population », avait commenté le Représentant spécial, chef de la MINUSCA, le Général Babacar Gaye, en marge de la troisième réunion des Responsables onusiens organisée par l'UNOCA à Libreville en mai 2015.





Le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) a organisé du **6 au 8 mai 2015** à Douala (Cameroun), un atelier sous régional sur "le rôle des médias dans la conduite et la promotion des processus électoraux pacifiques en Afrique centrale". Les travaux ont été marqués par l'adoption, par les journalistes présents, d'un Code de bonne conduite à observer par les professionnels des médias en période électorale. Le document met l'accent sur la nécessité d'éviter la corruption, le sensationnalisme et les reportages partisans ainsi que des excès dans les discours ou les récits médiatiques. Les participants refont en effet l'éloge de l'exactitude des faits, de l'équité et de l'équilibre dans le traitement de l'information, y compris en ce qui concerne la vulgarisation des programmes des candidats. De manière générale, ils ont reconnu que l'adoption et l'observation d'un Code de bonne conduite permettrait de contribuer de manière significative à la protection des droits de l'Homme, à la prévention des violences électorales et à la gestion des crises post-électorales.

Cette importante activité a bénéficié du soutien du Centre des Nations Unies pour les droits de l'Homme et la démocratie en Afrique centrale (CNUDHD-AC) et de la collaboration de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ainsi que de l'appui technique de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). Les représentants du Bureau Afrique centrale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) ont également contribué au succès de l'atelier, dont la cérémonie officielle d'ouverture a été présidée par Mme Mireille Bissec, Déléguée régionale de la Communication pour le Littoral, représentante du Ministre de la Communication. L'atelier a réuni plus de vingt journalistes venus du Burundi, du Cameroun, de la République centrafricaine, du Congo, de la République démocratique du Congo, du Gabon, de la Guinée équatoriale, du Rwanda et du Tchad. Ils ont tous reçu une attestation de participation.

STABILITE REGIONALE : l'importance des élections inclusives, paisibles et crédibles

La troisième réunion des Représentants et Envoyés spéciaux du Secrétaire général de l'ONU, des Directeurs régionaux et des Coordonnateurs résidents du Système des Nations Unies en Afrique centrale a eu lieu du **17 au 18 mai 2015** à Libreville (Gabon). Cette rencontre, qui a été organisée par l'UNOCA, a permis de réaffirmer avec insistance l'importance des élections inclusives, paisibles et crédibles pour la stabilité de la région ainsi que pour le développement durable des pays concernés. Conscients du fait qu'entre 2015 et 2018, plusieurs pays seront engagés dans des processus électoraux, les hauts responsables de l'ONU en Afrique centrale ont lancé un appel afin que ces principes soient strictement respectés, pour éviter des débordements et des violences dont les conséquences politiques, socio-économiques, sécuritaires et humanitaires sont désastreuses. Cela inclut l'observation rigoureuse des lois, des constitutions et des accords qui régulent la vie de la nation. Les recommandations adoptées à l'issue des travaux prennent en compte ces enjeux. Ces recommandations ont été lues au cours d'une cérémonie officielle de clôture qui a eu lieu en présence du Secrétaire général de la CEEAC, M. Ahmad Allam-Mi, et de la Secrétaire générale du Ministère gabonais des Affaires étrangères, Mme Mireille-Sarah Nzenze.

EN BREF

■ Le Colonel François Ndiaye, Conseiller militaire/UNOCA, a pris part à la troisième réunion du G7 ++ Amis du golfe de Guinée (G7 ++ FOGG) tenue du **11 au 12 mai 2015** à Pointe-Noire (Congo). Les discussions ont essentiellement porté sur la rationalisation du soutien des partenaires publics et privés au processus initié lors du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement sur la sûreté et la sécurité maritimes organisé en juin 2013 à Yaoundé. Les États du Golfe de Guinée s'étaient notamment engagés à lutter collectivement contre l'insécurité maritime en mettant l'accent

sur quatre piliers prioritaires : la gouvernance maritime, la coopération policière et judiciaire, le renforcement des capacités et le développement.

■ M. Abdoulaye Bathily, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale, Chef de l'UNOCA, s'est entretenu avec les membres du corps diplomatique et les représentants des organisations internationales le **19 mai 2015** à Libreville. Ce traditionnel briefing lui a permis de faire un état de la situation géopolitique et sécuritaire de la sous-région. Les

discussions ont porté, entre autres, sur la crise en République centrafricaine (RCA), les menaces terroristes en Afrique centrale (Boko Haram), la lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), la piraterie maritime et les vols à main armée commis en mer, les prochaines élections dans la sous-région, les bons offices et la diplomatie préventive, la consolidation de la paix et le renforcement des capacités institutionnelles ainsi que la gestion du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC).

MEDIATION – BURUNDI : mobilisation de M. Bathily en faveur du dialogue



©Photo MENEUB

Conformément au mandat de l'UNOCA, M. Abdoulaye Bathily a été dépêché au Burundi par le Secrétaire général des Nations Unies pour faciliter le dialogue entre les parties burundaises, dans un contexte marqué par des tensions pré-électorales provoquées par la candidature du Président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat. Dans ce cadre, il a séjourné à Bujumbura du **21 au 28 juin 2015**. Au sein de l'Equipe Internationale Conjointe de Facilitation (composée des Nations Unies, de l'Union africaine, de la Communauté Est Africaine et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs), le

Chef de l'UNOCA a participé aux rencontres avec des représentants de toutes les parties prenantes, y compris le pouvoir, l'opposition, la société civile et le secteur privé (photo) afin de les convaincre de reporter les élections. Ce report, qui visait à créer les conditions propices à la tenue d'un scrutin libre, sincère et apaisé, n'a malheureusement pas été accepté par les autorités de Bujumbura. Le Burundi a ainsi continué à s'enfoncer dans une crise qu'on aurait pu éviter, l'UNOCA ayant du reste lancé plusieurs alertes à ce sujet.

GOVERNANCE : non aux violences provoquées par les disputes d'ordre constitutionnel



Le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, a exprimé ses vives préoccupations face aux violences provoquées par les « différences politiques et disputes d'ordre constitutionnel dans certains Etats » de la sous-région. Il a invité les parties prenantes concernées à éviter de telles situations, notamment en période électorale. Les désaccords doivent en effet être réglés par « le dialogue pour contribuer à consolider la démocratie », a-t-il rappelé dans un message lu le **4 juin 2015** à Luanda (Angola) par son Représentant spécial pour l'Afrique centrale, M. Abdoulaye Bathily (photo), lors de la 40^e réunion ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC).

Plusieurs autres challenges ont été énumérés par M. Ban Ki-moon. Outre le trafic illicite d'espèces sauvages, la piraterie maritime dans le golfe de Guinée et les activités néfastes des groupes armés, il a évoqué les attaques répétées de Boko Haram. Sur ce dernier point, le Secrétaire général des Nations Unies s'est réjoui des efforts régionaux en cours pour lutter contre cette secte, qui constitue une grave menace à la paix et à la sécurité dans le bassin du Lac Tchad. Il a notamment salué l'installation, à N'Djamena (Tchad), du quartier général de la Force multinationale mixte chargée de lutter contre ce groupe terroriste. Par ailleurs, il a encouragé les États d'Afrique centrale et de l'Ouest à poursuivre et à renforcer leur coopération. Il les a aussi invités à s'attaquer de manière globale aux causes profondes de Boko Haram « en mettant notamment l'accent sur la protection des droits de l'homme, l'état de droit et le développement socioéconomique ».

CONSEIL DE SÉCURITÉ : M. Bathily a présenté le 8^e Rapport du SG le 11 juin 2015

A l'issue de la présentation, par M. Abdoulaye Bathily, du 8^e Rapport du Secrétaire général de l'ONU sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), le Conseil de sécurité a demandé le **11 juin 2015** à M. Ban Ki-moon d'optimiser l'action dudit Bureau. Il a notamment évoqué la nécessité de mettre à disposition un personnel conséquent et d'autres moyens d'appui au service de la lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), qui «continue de menacer la sécurité de la région, tout particulièrement en République centrafricaine et en République démocratique du Congo». Le Conseil de sécurité a renouvelé sa détermination à continuer à «tenir le cap jusqu'à ce qu'il soit mis fin, une fois pour toutes, à la menace que représente la LRA».

En dehors de la LRA, la 7461^e session du Conseil de sécurité sur l'examen de la situation en Afrique centrale a exprimé ses

vives inquiétudes par rapport aux attaques de Boko Haram. Le Conseil a rappelé que, depuis 2009, elles ont «entraîné d'immenses et tragiques pertes en vies humaines et [mis] en péril la paix et la stabilité en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale». Il a invité l'UNOCA à continuer à travailler en étroite collaboration avec le Bureau des Nations Unies en Afrique de l'Ouest (UNOWA) afin d'aider les pays du Bassin du Lac Tchad à y faire face.

Sur tout un autre front, le Conseil de sécurité a suivi avec attention les développements et les préoccupations de M. Bathily sur les violences meurtrières provoquées par des tensions électorales et les débats sur les changements constitutionnels dans certains Etats. Le Conseil a lancé un appel afin que les élections prévues dans la région Afrique centrale soient organisées «dans les délais, de manière transparente et ouverte, conformément à la constitution des pays concernés».

EN BREF



■ Du **3 au 4 juin 2015**, le Colonel François Ndiaye, Conseiller militaire de l'UNOCA, a pris part à la réunion extraordinaire de la Commission de Défense et de Sécurité (CDS) du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique centrale. Cette activité, qui s'est déroulée à l'Ecole supérieure internationale de guerre de Yaoundé (Cameroun), a favorisé des échanges sur les dispositions à prendre pour mettre en oeuvre les résolutions de la Conférence extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC tenue le 16 février 2015 à Yaoundé, et relative à la stratégie de lutte contre Boko Haram.

■ M. Abdoulaye Bathily, Représentant special du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale (au centre sur la photo), a pris part au 25^e Sommet de l'Union africaine qui a eu lieu du **7 au 15 juin 2015** à Johannesburg (Afrique du Sud). Plusieurs de ses collègues dont ceux de la RCA/MINUSCA (Général Babacar Gaye, à gauche sur la photo) et des Grands Lacs (M. Saïd Djinnit, à droite sur la photo) étaient également présents. Ils faisaient tous partie de la délégation des Nations Unies conduite par le Secrétaire général adjoint, M. Jan Eliasson.

■ Quelques jours avant la 7461^e session du Conseil de sécurité consacrée à l'examen du Rapport du

SG/ONU sur l'UNOCA et sur la situation en Afrique centrale, M. Abdoulaye Bathily a rencontré plusieurs officiels du Département d'Etat américain (Ministère des Affaires étrangères). Le **8 juin 2015** à Washington DC, il a notamment eu des entretiens avec Mme Sheba Crocker, Secrétaire d'Etat adjointe en charge des Nations Unies. Il a aussi eu des échanges avec l'Ambassadeur W. Stuart Symington, Représentant spécial des USA pour la République centrafricaine. Leurs discussions ont porté sur les questions d'intérêt commun, en particulier sur la lutte contre le terrorisme, les crises en RCA et au Burundi, la coopération entre l'UNOCA et les autorités américaines.

BOKO HARAM : le Représentant spécial salue la visite du Président nigérian au Cameroun



©Présidence de la République du Cameroun

Le Représentant spécial et Chef de l'UNOCA a suivi avec un vif intérêt, la visite d'amitié et de travail effectuée par le Président nigérian, M. Muhammadu Buhari, au Cameroun du **29 au 30 juillet 2015**. M. Abdoulaye Bathily a salué cette visite importante intervenue dans un contexte politique et sécuritaire crucial marqué par les attaques récurrentes du groupe terroriste Boko Haram dans les deux pays, et en particulier dans l'Extrême-nord du Cameroun. Le Chef de l'UNOCA a pris bonne note avec satisfaction du communiqué conjoint publié à l'issue de cette visite, lequel réaffirme la volonté de MM. Biya et Buhari de renforcer leur coopération ainsi que les mesures de lutte contre le terrorisme dans la région. Le document souligne notamment leur «détermination commune à éradiquer Boko Haram», en précisant que, dans cette optique, les deux Chefs d'Etat ont «convenu, entre autres, d'intensifier l'échange des renseignements entre les services de sécurité des deux pays».

Renforcement des capacités de la FMM

M. Bathily a saisi cette occasion pour renouveler le soutien des Nations Unies aux efforts en cours pour faire face à Boko

Haram, y compris dans le cadre du renforcement des capacités de la Force multinationale mixte (FMM) dont le Quartier général (QG) opérationnel a été inauguré à N'Djamena le 25 mai 2015. Il a lancé un appel à la communauté internationale afin qu'elle accroisse son appui aux Etats concernés et accompagne davantage les actions des organisations mobilisées pour la prise en charge des réfugiés et déplacés.

Dans cette perspective, M. Bathily a rappelé l'urgence de la mise en oeuvre effective des recommandations de la Conférence extraordinaire du Conseil de paix et de sécurité de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) tenue en février 2015 à Yaoundé (Cameroun). Outre un Sommet conjoint CEEAC-CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), les Chefs d'Etat et de Gouvernement avaient décidé, entre autres, de mettre en place un fonds spécial de 50 milliards de FCFA pour soutenir les efforts du Cameroun et du Tchad dans la lutte contre Boko Haram.

Solidarité avec les familles des victimes de Boko Haram

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, M. Abdoulaye Bathily, a adressé ses condoléances aux autorités camerounaises ainsi qu'aux familles des victimes des attaques terroristes intervenues les **22 et 25 juillet 2015** à Maroua, la capitale de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Il a également appris avec une vive émotion celles perpétrées quelques jours après dans d'autres villes camerounaises frontalières avec le Nigeria.

Près de deux semaines avant ces drames, c'est N'Djamena, la capitale du Tchad, qui était la cible des insurgés de Boko Haram ; lesquels avaient, entre autres, plongé l'opinion dans le choc après l'attentat-suicide contre le marché central le 11 juillet 2015. M. Abdoulaye Bathily a condamné avec la plus grande fermeté ces actes odieux lâchement orchestrés par des kamikazes qui se sont fait exploser dans des lieux publics causant plusieurs morts et des blessés.

BURUNDI : M. Abdoulaye Bathily au Sommet d'urgence de la CAE à Dar es Salam

Le Chef de l'UNOCA, M. Abdoulaye Bathily, a participé au Sommet d'urgence de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) sur la situation du Burundi, qui s'est déroulé le **6 juillet 2015** à Dar es Salam (Tanzanie). A l'issue des travaux, les Chefs d'Etat et de gouvernement avaient recommandé, entre autres, que le vainqueur de l'élection présidentielle qui a eu lieu le 21 juillet (malgré la demande de report au 30 juillet suggéré par ces dirigeants) et tous les autres partis politiques s'engagent à respecter l'Accord de paix et de réconciliation d'Arusha, y compris la non modification de la Constitution consacrant la limitation à deux la durée du mandat présidentiel. Par ailleurs, le Gouvernement était invité à désarmer les Imbonerakure (considérés comme des milices proches du pouvoir) et les autres

groupes de jeunes armés alliés à des partis politiques. M. Yoweri Museveni, Président de l'Ouganda, a été désigné facilitateur de haut niveau de la CAE pour le Burundi. Dans plusieurs interviews accordées à la presse internationale, le Représentant spécial du SG de l'ONU pour l'Afrique centrale a exprimé le vœu qu'il réussisse dans cette importante mission. Il a cependant attiré l'attention sur les insuffisances des mesures prises à Dar es Salam. « Tant que le problème de fond n'est pas réglé, c'est-à-dire la question du mandat, il sera difficile d'arriver à une solution durable », a résumé M. Bathily, qui a représenté l'ONU au sein de l'équipe internationale de facilitation, mais dont la mission a été mal comprise par une partie de l'opinion (comme ce fut déjà le cas avec M. Said Djinnit, Envoyé spécial pour les Grands Lacs).

EN BREF

■ Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la République centrafricaine, le Général Babacar Gaye, a été reçu en audience le **13 juillet 2015** à Libreville par M. Ali Bongo Ondimba, Chef de l'Etat gabonais et Président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). La rencontre, qui a eu lieu en présence du Représentant spécial et chef de l'UNOCA, M. Abdoulaye Bathily, a permis de faire le point de la situation en RCA. Un accent a été mis sur les efforts en cours en vue de la sortie de crise dans ce pays.

■ Le Chef de l'UNOCA a participé à la 8ème réunion du Groupe international de contact sur la République centrafricaine (GIC-RCA) tenue à Addis Abeba (Ethiopie) le **27 juillet 2015**, sous la coprésidence de M. Charles Richard Mondjo, Ministre délégué à la Présidence chargé de la Défense nationale du Congo, et de l'Ambassadeur Smaïl Chergui, Commissaire à la Paix et à la Sécurité de

l'Union africaine (UA). Les participants ont pris note des conclusions de la 16ème Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement de la CEEAC qui a eu lieu à N'Djamena le 25 mai 2015 ; laquelle avait adopté le principe de la prorogation de la Transition afin de permettre aux autorités compétentes d'organiser des élections crédibles et transparentes avant la fin de l'année 2015.

■ M. Jean-Louis Amougou Atangana, Directeur de Cabinet de la Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), a rendu une visite de courtoisie et de travail au Représentant spécial du Secrétaire général/Chef de l'UNOCA, le **28 juillet 2015**. Il était accompagné du Directeur régional de l'OIF pour l'Afrique centrale et Océan indien, et du Responsable de la sécurité de la SG/OIF. M. Amougou Atangana a transmis à M. Bathily les salutations chaleureuses de Mme Michaëlle Jean (Secrétaire générale

de l'OIF), en précisant qu'elle suit avec une très grande attention ses actions en faveur de la paix et la sécurité en Afrique centrale. Il a noté que Mme Jean plaide pour un renforcement de la coopération entre l'UNOCA et l'OIF, afin de soutenir le développement durable de l'Afrique centrale.

■ Le mandat du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) dont le siège est à Libreville (photo), a été prolongé non pas de dix-huit mois comme par le passé, mais de trente-six mois (trois ans), c'est-à-dire du 31 août 2015 au 31 août 2018. Le Conseil de sécurité a ainsi accédé à la recommandation du Secrétaire général de l'ONU qui, dans une lettre (datée du **16 juillet 2015**) sollicitant le renouvellement dudit mandat, avait évoqué la nécessité de permettre à l'UNOCA de « suivre le déroulement du cycle électoral qui s'est ouvert dans la sous-région et doit se conclure en 2018 ».



RWANDA : le Chef de l'UNOCA reçu en audience par le Président Paul Kagamé



© Présidence de la République du Rwanda

Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, Chef de l'UNOCA, a été reçu en audience le **6 août 2015** à Kigali par le Président rwandais, M. Paul Kagamé. L'occasion pour M. Abdoulaye Bathily de faire le point sur les activités de l'UNOCA, y compris celles relatives au Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC) dont l'UNOCA assure le Secrétariat. M. Bathily a salué le rôle que joue le Rwanda au sein dudit Comité, ainsi que son retour dans la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC).

Par ailleurs, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale a déroulé l'ensemble de son mandat, en insistant sur le volet lié aux bons offices et à la médiation. A cet égard, les deux personnalités ont échangé les vues sur la situation en République centrafricaine et au Burundi.

M. Kagame a remercié le Chef de l'UNOCA pour sa visite et rendu hommage aux Nations Unies pour leur engagement dans la recherche des solutions pacifiques aux crises qui menacent la stabilité de la région. Le Président rwandais était assisté de Mme Louise Mushikiwabo, Ministre des Affaires étrangères.

OIF-UNOCA : le renforcement de la coopération se confirme

Les patrons de l'UNOCA et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) se sont rencontrés à Libreville le **28 août 2015**. Les deux personnalités ont évoqué le mandat de leur institution respective et échangé sur les sujets d'intérêt commun. Elles ont notamment abordé les questions liées à la diplomatie préventive, à la paix et à la sécurité. La situation politique au Burundi et les débats sur les modifications constitutionnelles dans certains pays avaient aussi retenu leur attention.

Par ailleurs, Mme Jean et M. Bathily ont partagé leurs analyses sur les activités terroristes du groupe Boko Haram. Ils ont rappelé la nécessité de prendre en compte le phénomène du chômage des jeunes dans la recherche des solutions à ce problème préoccupant. A cet égard, ils ont exprimé leur satisfaction par rapport aux relations excellentes qui existent entre l'UNOCA et la représentation Afrique centrale de l'OIF, basée à Libreville. Mme Jean et M. Bathily ont décidé de continuer à conjuguer leurs efforts et de renforcer leur coopération, afin de parler d'une voix chaque fois qu'ils sont interpellés par les enjeux liés à la paix et la sécurité dans la sous-région.



© Photo OIF

EN BREF

■ Le Représentant spécial du Secrétaire général, Chef de l'UNOCA a été reçu en audience le **14 août 2015** à Ndjama par le Président Idriss Deby Itno, en présence de M. Thomas Gurtner, Coordonnateur résident du Système des Nations Unies au Tchad. M. Bathily et le Chef de l'Etat tchadien ont essentiellement échangé sur les questions politiques et sécuritaires de la sous-région, en particulier la situation en République centrafricaine (RCA). Il a aussi saisi cette occasion pour saluer la contribution du Tchad dans la recherche des solutions au problème centrafricain ainsi que son engagement dans la lutte contre le terrorisme, notamment Boko Haram. Il a indiqué que l'ONU continuera à soutenir les efforts de la sous-région dans ce combat. Le même message a été transmis au Ministre camerounais des Relations extérieures lors d'une audience avec M. Pierre Moukoko Mbonjo le **12 août 2015** à Yaoundé.

Ces deux rencontres intervenaient après une mission de M. Bathily en République centrafricaine en tant que Représentant des Nations Unies au sein de la médiation internationale sur ce pays.

TOURNOI DE LA PAIX : la Police remporte la 3^e édition face aux Eléments français



A l'occasion de la Journée internationale de la paix, célébrée le 21 septembre de chaque année, le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), en collaboration avec le Système de l'ONU, a organisé un mini championnat de football, dénommé «Tournoi de la paix», le samedi **19 septembre 2015**, au stade de Gros Bouquet, dans le premier arrondissement de Libreville (Gabon). Le coup d'envoi de la compétition a été donné par M. Vincenzo Fazzino, Représentant résident de l'UNESCO, par ailleurs Coordonnateur résident par intérim du Système des Nations Unies pendant cette période.

Un vainqueur, mais pas de vaincu

Le Tournoi, qui en était à sa troisième édition, a été remporté par l'équipe des Forces de police nationale du Gabon, présente depuis le lancement de cet événement en 2013. Elle est venue à bout des Eléments français au Gabon (1-0), dont la première participation a été remarquée et remarquable. Six autres institutions étaient au rendez-vous : la Gendarmerie nationale, le Corps des sapeurs-pompiers (champion 2014), Gabon Télévision (champion 2013), le Système des Nations Unies ainsi que la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et le Ministère de la Justice et des Droits humains, deux organismes qui comptaient des femmes dans leur rang.

Comme le veut la tradition, toutes ces équipes ont reçu des récompenses, notamment un trophée original à base de la pierre de «mbigou» surplombé par une colombe, symbole de la paix. Dans son mot de bienvenue avant le coup d'envoi ainsi que lors du point de presse à l'issue de l'événement, M. Abdoulaye Bathily, Représentant spécial, Chef de l'UNOCA, a rappelé le sens de cette démarche en précisant qu'au Tournoi de la Paix, il y a certes un vainqueur, mais il n'y a pas de vaincu. Il s'agit d'une fête pour la paix et dans la paix, des retrouvailles pour promouvoir le fair-play, le dialogue, la tolérance, la fraternité et le respect de la diversité.

M. Bathily a saisi cette occasion pour insister sur la nécessité d'oeuvrer pour la paix dans le monde et singulièrement en Afrique centrale où de nombreux conflits menacent cette valeur universelle chère à l'humanité. Il a souligné le rôle important du sport, et du football en particulier, dans la sensibilisation du grand public, notamment les jeunes, sur cet enjeu capital. Cette sensibilisation a été aussi soutenue par l'exposition organisée en marge du Tournoi. Elle a en effet permis de célébrer la paix autour d'un ballon rond tout en s'informant sur les activités de certains acteurs en présence. Plusieurs institutions onusiennes (UNOCA, UNESCO, UNFPA, ONUSIDA, PNUD, HCR, UNICEF) et leurs partenaires ainsi que deux Centres d'accueil d'enfants en difficulté ont ainsi animé des stands, permettant ainsi aux visiteurs d'en savoir davantage sur ce que ces différentes entités font pour promouvoir un monde sans violences.



RCA : M. Bathily encourage les groupes armés à adhérer au processus de paix

Arrivé à l'aérodrome de Bambari (380 km à l'Est de Bangui) le **10 septembre 2015**, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef de l'UNOCA, M. Abdoulaye Bathily, a salué les forces onusiennes et les collègues venus l'accueillir (photo couverture, première page) avant d'aller à la rencontre de M. Gaëtan Boade, commandant des anti-Balaka (1^{ère} photo à droite) et M. Ali Mahamat Darassa, leader des ex-Séléka (Union pour la paix en Centrafrique/UPC). Il a fortement encouragé ces deux derniers interlocuteurs à adhérer durablement au processus de paix et à sensibiliser leurs éléments sur l'importance des élections. « Le développement et la démocratie passent par les urnes et non par les armes », leur a expliqué M. Bathily au cours d'un entretien séparé. Les échanges ont aussi porté sur la nécessité de garantir la mise en œuvre des résolutions du Forum de réconciliation nationale tenu à Bangui en mai 2015. M. Bathily a remercié les leaders des ex-Séléka et des anti-Balaka pour leur écoute et pour leurs engagements en faveur des réformes envisagées dans le secteur de la sécurité. Les ex-Séléka l'ont d'ailleurs invité à prier avec eux pour la paix en RCA (2^e photo à droite).

En dehors des leaders des groupes armés, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale a rencontré le maire de Bambari, M. Abel Matchipata, dont il a loué les efforts dans le cadre du développement et de la promotion de la citoyenneté. M. Bathily était accompagné, entre autres, par des collègues de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République



centrafricaine (MINUSCA). Il a félicité ses interlocuteurs pour la bonne collaboration qu'ils entretiennent avec cette Mission et a exprimé le vœu que cette coopération se poursuive afin que la RCA retrouve sa stabilité.

EN BREF

■ L'UNOCA a organisé la septième réunion biennale des points focaux en charge de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), du **8 au 9 septembre 2015**, à Entebbe, en Ouganda. L'occasion, pour les quelque 70 participants présents, de faire le point sur la mise en œuvre de la stratégie régionale des Nations Unies de lutte contre la LRA adoptée en juin 2012 ainsi que sur l'Initiative de coopération régionale de l'Union africaine (UA) pour l'élimination de la LRA (ICR-LRA) mise en place en mars 2012. Les travaux ont été coprésidés par le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale/Chef de l'UNOCA et l'Envoyé spécial de l'UA pour la LRA, le Lieutenant Général (à la retraite) Jackson Kiprono Tuwei.

■ Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef de l'UNOCA, M. Abdoulaye Bathily, a rappelé le **9 septembre 2015** à Bangui (RCA), le rôle primordial des professionnels de l'information dans la tenue des élections apaisées et crédibles. « La responsabilité citoyenne des journalistes est utile dans la construction de la démocratie », a-t-il souligné lors de la clôture de l'atelier de trois jours consacré au renforcement des capacités des hommes et femmes de médias centrafricains sur la conduite et la promotion des processus électoraux pacifiques en RCA.

Il a salué l'endossement, par la quarantaine de participants à l'atelier de Bangui, du Code de bonne conduite des médias et des journalistes d'Afrique centrale en période électorale adopté lors d'une rencontre régionale organisée à Douala (Cameroun) en mai 2015. Conjointement organisé par l'UNOCA, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et le Centre des Nations Unies pour les droits de l'Homme et la démocratie en Afrique centrale (CNUDHD-AC), l'atelier de Bangui a été sanctionné par la remise des attestations aux participants.

■ En marge des travaux de la 70^e Assemblée générale de l'ONU (New York), le Représentant spécial/Chef de l'UNOCA a participé, entre le **24 et le 27 septembre 2015**, à plusieurs séances de travail du Secrétaire général avec des personnalités et dirigeants de l'Afrique centrale ainsi qu'avec les responsables des organisations internationales. L'occasion de faire le point et de réaffirmer la disponibilité des Nations Unies à œuvrer pour la paix et la sécurité dans la sous-région, et de promouvoir le dialogue politique dans les pays subissant une crise institutionnelle.

■ Du **28 septembre au 02 octobre 2015**, le Colonel Cheikh Tidiane Mbodji, Conseil-

ler militaire de l'UNOCA, a pris part à Libreville, à l'atelier relatif au volet « Justice » de la stratégie régionale de lutte contre le terrorisme et la prolifération des ALPC (armes légères et de petit calibre) en Afrique centrale. A l'issue des travaux, les participants ont adopté un projet qui a été soumis à l'attention des membres du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC), dont la 41^e session a eu lieu en novembre 2015 dans la capitale gabonaise.

■ Le Responsable de l'Unité de l'Information publique de l'UNOCA, Norbert N. Ouendji, a participé à l'atelier régional sur le « rôle des médias dans la promotion et la conduite des processus électoraux pacifiques en Afrique de l'ouest » organisé du **29 au 30 septembre 2015** à Dakar (Sénégal) par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA). Lors de la session « Médias, prévention des tensions et gestion des crises électorales », Norbert N. Ouendji, qui en a assuré la modération, a évoqué le cas de l'Afrique centrale en mettant en relief ce que l'UNOCA a fait en matière de renforcement des capacités des journalistes dans le domaine de la couverture médiatique des processus électoraux.

ONU-UA : M. Abdoulaye Bathily à la sixième retraite des Envoyés spéciaux

Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de l'UNOCA, M. Abdoulaye Bathily, a pris part à la 6^{ème} retraite des Envoyés spéciaux des Nations Unies et des médiateurs africains tenue à Windhoek, en Namibie, du **20 au 22 octobre 2015**. Organisée par l'Union africaine (UA) en partenariat avec le gouvernement namibien, le Centre africain pour la résolution constructive des différends (ACCORD) et l'Institut pour les études sur la paix et la sécurité de l'université d'Addis-Abeba (IPSS), la rencontre était placée sous le thème « terrorisme, médiation et groupes armés ».

Axée sur la paix et la sécurité en Afrique, cette 6^{ème} retraite a permis de renforcer la coordination et la collaboration entre l'UA et d'autres acteurs tels que l'ONU, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), les Communautés économiques régionales et les mécanismes régionaux engagés dans la prévention et la résolution pacifique des conflits en Afrique.

La cérémonie officielle a été ouverte par la Vice-Première ministre namibienne, Ministre des Relations extérieures et de la Coopération internationale, Madame Netumbo Nandi-Ndaiwah, représentant le Chef de l'Etat.



UNOCA



Encourager et faciliter le dialogue politique pour empêcher l'éclatement des conflits

RCA - CEEAC : le Chef de l'UNOCA au Sommet extraordinaire de Libreville

Un Sommet extraordinaire de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) s'est tenu à Libreville le **25 novembre 2015**. La crise en République centrafricaine (RCA) était la principale question à l'ordre du jour, même si d'autres sujets relatifs à la situation politique et sécuritaire dans la sous-région ont été évoqués. Le Sommet a décidé du prolongement technique de la Transition jusqu'en mars 2016 compte tenu du nouveau calendrier électoral, notamment la présidentielle et les législatives (27 décembre 2015). Le Secrétaire général de l'ONU a estimé qu'au regard des enjeux, ce réajustement était vital pour mieux organiser ces scrutins. Dans un message lu par son Représentant spécial pour l'Afrique centrale, M. Abdoulaye Bathily (photo), il a indiqué que même si ces consultations électorales « ne permettront pas de résoudre les causes profondes du conflit, elles mettront en place des responsables redevables à ceux qui les ont élus ».

M. Ban Ki-moon a réitéré la détermination de l'ONU à continuer à accompagner le processus, y compris à travers le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) et la Mission multidimensionnelle intégrée de l'ONU pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) - dont M. Ali Bongo Ondimba, Président en exercice de la CEEAC, Chef de l'Etat gabonais, a souligné la nécessité de muscler davantage les moyens.

Le Président du Congo, M. Denis Sassou Nguesso, médiateur de la CEEAC dans la crise centrafricaine, ainsi que le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de Transition centrafricain, M.



©Photo MINUSCA

Mahamat Kamoun, ont participé au sommet extraordinaire de Libreville. Tous les autres pays membres étaient représentés au niveau ministériel ou parlementaire (Angola, Burundi, Cameroun, RD Congo, Guinée Equatoriale, Rwanda, São Tomé et Príncipe et Tchad). Côte onusien, en dehors de M. Bathily (UNOCA), M. Parfait Onanga-Anyanga (MINUSCA) y a pris part.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME : l'ONU salue l'adoption d'une stratégie régionale

La lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes légères et de petit calibre était à nouveau l'une des principales préoccupations de la 41^e session du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC). Le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a salué « l'engagement actif » des Etats dans le développement d'une stratégie intégrée visant à combattre ces fléaux, conformément aux recommandations de la 33^e rencontre de l'UNSAC tenue en décembre 2011 à Bangui, en République centrafricaine (RCA). Dans un message lu lors de la session ministérielle le 26 novembre 2015 à Libreville par son Représentant spécial pour l'Afrique centrale, M. Abdoulaye Bathily (premier sur la photo à partir de la gauche), il a notamment souligné qu'il s'agit d'un « outil important » permettant de définir une « approche commune face à la menace que constitue l'extrémisme violent dans la sous-région ».

Pour marquer leur attachement à ce document inspiré de la stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, les participants à la 41^e réunion de l'UNSAC ont décidé, dans une Déclaration, de garantir sa mise en œuvre et d'en assurer régulièrement le contrôle. En dehors de la problématique du terrorisme en général et de Boko Haram en particulier, tous les dossiers relatifs à la paix et à la sécurité en Afrique centrale ont été abordés. Deux Déclarations distinctes ont été adoptées pour encourager



l'intensification de la lutte contre le braconnage et la piraterie maritime dans le golfe de Guinée. Plusieurs autres intervenants, dont le Ministre d'Etat chargé des Affaires étrangères, de la Francophonie et de l'Intégration régionale du Gabon, M. Emmanuel Issoze-Ngondet, ont pris la parole lors de cette session ministérielle.

■ Du **16 au 17 novembre 2015**, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU/Chef de l'UNOCA a participé à un atelier organisé à Durban (Afrique du Sud) par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et le Centre africain pour la résolution constructive des différends (ACCORD), et portant sur le renforcement de la portée du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix. Dans son discours de circonstance, M. Abdoulaye Bathily a mis l'accent sur l'importance de la prévention, en regrettant qu'elle soit «le parent pauvre» dans les processus de maintien et de consolidation de la paix. « Si on s'occupe des conflits dès leurs origines, on peut limiter considérablement les dégâts », a-t-il précisé, expliquant que cela éviterait «d'attendre que le conflit éclate, qu'il y ait des centaines ou des milliers de morts, des destructions matérielles pour [...] venir avec les missions de maintien de la paix avec de gros moyens financiers et matériels».

■ Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef de l'UNOCA, M. Abdoulaye Bathily, et l'Envoyé spécial de l'Union africaine (UA) pour l'Armée de résistance du seigneur (LRA), le Lieutenant Général (à la retraite) Jackson Kiprono Tuwei, ont effectué une visite conjointe en République démocratique du Congo (RDC) du **18 au 19 novembre 2015**. Après l'étape essentiellement politique et diplomatique de Kinshasa, ils ont mis le cap sur Dungen, au nord-est de la RDC. Ils y ont eu des échanges avec le contingent des Forces Armées de la République démocratique du Congo opérant sous l'autorité de la Force régionale d'intervention de l'UA chargée de lutter contre la LRA ainsi qu'avec les commandants des forces spéciales américaines et du bataillon de la MONUSCO qui soutiennent ledit contingent.

■ Le Colonel Mbodji, Conseiller militaire/UNOCA, a pris part à la réunion du Groupe G7++ des amis du Golfe de Guinée qui a eu lieu à Abidjan (Côte d'Ivoire) du **24 au 26 novembre**

2015. Cette rencontre a permis d'évaluer la mise en œuvre des recommandations du Sommet sur la sécurité et la sûreté maritimes tenu à Yaoundé en juin 2013. Les participants ont aussi évoqué l'importance du partage d'informations et des mécanismes d'alerte sur les questions relatives à la piraterie maritime ainsi que celle de la coopération judiciaire et de la lutte contre l'impunité pour les contrevenants en mer, etc.

■ Le Représentant spécial/Chef de l'UNOCA a reçu le **26 novembre 2015** une délégation du Conseil national de la démocratie (CND) du Gabon (photo). Celle-ci était conduite par Maître Louis-Gaston Mayila, président de la Commission ad-hoc chargée de préparer le dialogue national inclusif que revendiquent plusieurs Gabonais. La Commission Mayila souhaiterait que les Nations Unies apportent leur contribution à la tenue effective dudit dialogue ainsi qu'à sa réussite. M. Abdoulaye Bathily a réaffirmé la disponibilité de l'UNOCA à continuer à travailler avec toutes les parties prenantes concernées pour consolider la paix et la sécurité au Gabon avant, pendant et après les échéances électorales de 2016.

■ Le Représentant spécial du SG/ONU pour l'Afrique centrale, M. Abdoulaye Bathily, a pris part à la visite effectuée par le pape François à Bangui, en République centrafricaine (RCA), du **29 au 30 novembre 2015**. Selon le Chef de l'UNOCA, le voyage papal était opportun compte tenu de l'ampleur que prenait la crise dans ce pays alors déchiré par les violences politiques et confessionnelles. Le message du Souverain pontife et ses prières – adressées dans des églises et des mosquées – avaient été accueillis par les habitants comme des « symboles d'espoir ». Dans ce contexte, M. Bathily avait estimé qu'il était plus que jamais « crucial » d'accélérer la mise en œuvre des recommandations du Forum de Bangui sur la réconciliation nationale (lire page 9).



BRIEFING : le Chef de l'UNOCA face aux membres du corps diplomatique

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef de l'UNOCA, M. Abdoulaye Bathily, a rencontré les membres du corps diplomatique et les représentants des organisations internationales accrédités au Gabon le **16 décembre 2015**, dans la salle de conférence de l'UNOCA (photos). Ce traditionnel briefing, qui intervenait une semaine après la présentation, le 8 décembre, au Conseil de sécurité, du 9^e Rapport du Secrétaire général de l'ONU sur les activités de l'UNOCA, lui a permis de faire le point sur la situation politique et sécuritaire de la sous-région.

Processus électoraux tendus

De manière globale, M. Abdoulaye Bathily a souligné que l'Afrique centrale a vu se développer plusieurs types de menaces qui pèsent sur la stabilité des Etats pris individuellement mais aussi sur la région dans son ensemble. En dehors de la chute des cours du brut dont l'impact économique et les conséquences sociopolitiques dans les pays concernés sont inquiétants, il a indiqué que l'attention du Bureau dont il a la charge a été retenue par l'émergence des tensions provoquées par les processus électoraux. Il a évoqué le cas de la République centrafricaine (RCA), où le référendum constitutionnel du 13 décembre 2015 a « occasionné des violences que la réponse des forces internationales a heureusement contribué à limiter ». De même, le Chef de l'UNOCA s'est appesanti sur le Burundi, pays en proie à une dégradation accrue de la sécurité et des violences depuis la présidentielle de juillet 2015. Il a insisté pour que des mesures urgentes soient prises pour éviter le chaos, y compris à travers le dialogue et la concertation.



Par ailleurs, le Chef de l'UNOCA a tiré la sonnette d'alarme par rapport aux menaces que continue de poser l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) pour la stabilité et la sécurité en République démocratique du Congo (RDC) et en RCA. Les activités de Boko Haram au Cameroun et au Tchad ont aussi occupé une place centrale dans les discussions.

La rencontre a été suivie par un briefing avec la presse.





■ Lors de la 7572^e séance du Conseil de sécurité tenue le **8 décembre 2015**, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, M. Abdoulaye Bathily, a présenté le rapport du Secrétaire général sur les activités semestrielles de l'UNOCA (photo). Outre les actes de piraterie maritime commis dans le golfe de Guinée, Boko Haram et l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) y sont mentionnés comme des menaces à la paix et à la sécurité en Afrique centrale. Sur le dernier cas, M. Bathily a rappelé que la menace posée par la LRA ne doit en aucun cas être «sous-estimée». S'exprimant par visioconférence depuis Nairobi (Kenya), l'Envoyé spécial de l'Union africaine (UA) pour la LRA, le Général (à la retraite) Jackson Tuwei, a confirmé la gravité de la situation pour les civils de certaines zones du Soudan du Sud, de l'Est de la République centrafricaine et du Nord-ouest de la RDC. Un appel a été lancé aux partenaires internationaux pour qu'ils renforcent leur appui financier et politique à la Force régionale d'intervention de l'UA chargée de lutter contre ce groupe terroriste.

■ Le Représentant spécial du SG/ONU pour l'Afrique centrale a reçu, le **11 décembre 2015**, le Président de l'Union nationale (opposition gabonaise). Les

questions liées à l'environnement politique étaient au centre de cette rencontre, qui a eu lieu à la demande du leader de ce parti, M. Zacharie Myboto. Ce dernier a remis à M. Abdoulaye Bathily une copie de la Déclaration publiée le 4 décembre 2015, et dans laquelle les signataires expriment leur disponibilité à prendre part à un «dialogue national inclusif et sans tabou avec la société civile, sous la supervision des facilitateurs internationaux et dont les actes seront exécutoires».

■ Le Représentant spécial du SG/ONU pour l'Afrique centrale, M. Abdoulaye Bathily, a pris part à la «Série de dialogues politiques 2015 pour la Région Afrique» organisée du **14 au 15 décembre 2015** à Libreville par l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA), une ONG suédoise disposant d'un bureau à Addis-Abeba (Ethiopie). Les débats étaient centrés sur le thème: «Comment renforcer la transition vers une gouvernance démocratique en Afrique centrale ?». Dans ses interventions à l'ouverture et à la clôture des travaux, M. Abdoulaye Bathily a félicité IDEA pour cette initiative, en rappelant l'importance du dialogue dans la prévention des conflits et dans la consolidation de la paix. Le Professeur Adebayo Olukoshi,

Directeur des programmes Afrique et Moyen-Orient à l'IDEA, a exprimé sa satisfaction par rapport aux résultats obtenus.

«Le dialogue de Libreville», auquel a pris part l'ancien président burundais Sylvestre Ntibantunganya, a regroupé des participants venus des pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). L'événement a été coordonné par M. Maurice Enguéléguélé, Sous-directeur du programme Afrique/IDEA.

■ Le Représentant spécial s'est rendu au Congo du **17 au 19 décembre 2015** dans le cadre de ses missions de bons offices. Il a rencontré plusieurs acteurs de la vie diplomatique et sociopolitique, y compris le Président Denis Sassou Nguesso. Leurs échanges ont essentiellement porté sur la situation du pays quelques mois après le référendum constitutionnel du 25 octobre 2015. Un accent a été particulièrement mis sur la nécessité d'un dialogue sur la gouvernance électorale avant la présidentielle de 2016. En dehors de cette préoccupation, le Chef de l'Etat congolais, par ailleurs Médiateur de la CEEAC dans la crise centrafricaine, a également abordé les sujets relatifs à l'actualité au Burundi, en RCA, en RDC et au Gabon.

En renouvelant le mandat du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) pour la période 2015-2018, le Conseil de sécurité lui a fixé quatre objectifs principaux, suivant les recommandations du Secrétaire général des Nations Unies contenue dans une lettre datée du 16 juillet 2015

■ Suivre l'évolution de la situation politique en Afrique centrale, s'acquitter de missions de bons offices et de missions spéciales au nom du Secrétaire général et mener, dans les pays de la sous-région, des activités de renforcement des capacités sous-régionales dans le domaine de la prévention des conflits et de la médiation ;

■ Fournir un appui aux efforts déployés par les organismes des Nations Unies dans la sous-région, ainsi qu'aux initiatives régionales et sous-régionales en matière de paix et de sécurité ;

■ Renforcer la cohérence et la coordination des activités de paix et de sécurité menées par les organismes des Nations Unies dans la sous-région ;

■ Conseiller le Secrétaire général et les organismes des Nations Unies intervenant dans la région au sujet des principales évolutions en Afrique centrale.

Pour réaliser les objectifs énoncés ci-dessus, l'UNOCA devra collaborer étroitement avec les partenaires régionaux ou sous-régionaux concernés.

Une trentaine de fonctionnaires issus de 12 pays

L'UNOCA compte une trentaine de fonctionnaires nationaux et internationaux répartis dans des secteurs spécifiques. Il est dirigé par un Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, qui est assisté dans sa tâche par le Chef de Cabinet et plusieurs spécialistes, y compris le Conseiller militaire. La Section politique, l'Unité de l'Information publique et le Service d'appui à la mission jouent également un rôle important dans la mise en oeuvre du mandat de l'UNOCA. La dernière composante citée s'occupe essentiellement de l'administration générale et de toutes les questions opérationnelles. En 2015, l'ensemble du personnel formait un groupe constitué de 12 nationalités représentant trois continents : l'Afrique, l'Amérique et l'Europe (voir carte ci-dessous). Il travaille autour d'un slogan qui résume les missions et les ambitions du Bureau : «la paix et la sécurité au service de l'intégration régionale et du développement durable de l'Afrique centrale».





Une publication de l'Unité de l'Information publique
Contact éditorial : Norbert N. Ouendji
Courriel : ouendji@un.org cc : piounoca@un.org
Tél. Bur. + (241) 01 44 47 16 - Mob. + (241) 05 72 23 23
B.P : 23773 Libreville, Gabon | Web: <http://unoca.unmissions.org>
twitter.com/UNOCA_NEWS

